

Situation de l'intellectuel critique

Jacques Pelletier

Numéro 82, été 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/38840ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pelletier, J. (1996). Situation de l'intellectuel critique. *Lettres québécoises*, (82), 7-8.

Situation de l'intellectuel critique

Les intellectuels jouissent-ils encore d'un statut important dans nos sociétés modernes et conservent-ils une influence significative ?

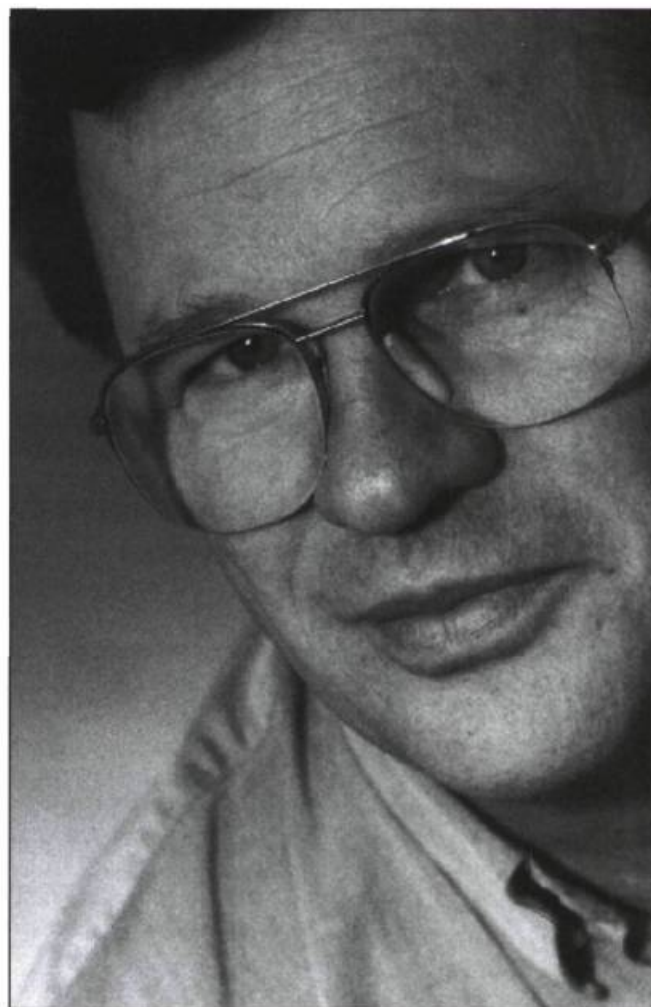
RÉFLEXION
Jacques Pelletier

YA-T-IL ENCORE DES INTELLECTUELS AUJOURD'HUI ?¹ Formulée aussi brutalement, cette question ne peut que susciter la réponse suivante : oui, bien sûr, on pourrait même soutenir qu'il n'y en a jamais autant eu : des professeurs d'université aux techniciens de laboratoire en passant par l'ensemble du corps enseignant, les journalistes, les artistes et les écrivains, ils se comptent par centaines de milliers ceux qui pratiquent une activité essentiellement réflexive, vouée à la production et à la diffusion des idées, de la pensée, du savoir.

Cette observation ne répond pas toutefois de manière satisfaisante à la question qui pourrait être plus justement formulée ainsi : les intellectuels jouissent-ils encore d'un statut important dans nos sociétés modernes et conservent-ils une influence significative ? C'est une question qu'un Henri Raczymow s'est posée tout récemment à propos de ce qu'il a appelé « la mort du grand écrivain », et qu'il fait remonter, dans le cas français, à la mort de Jean-Paul Sartre en 1980. Selon lui, la littérature française, depuis lors, ne compterait plus que des écrivains mineurs, des artisans habiles, des amuseurs publics, mais aucune figure comparable aux « grands » écrivains qu'étaient Sartre, Camus, Malraux et, avant eux, un Gide ou un Romain Rolland. Et cette disparition des « grands écrivains » serait elle-même la conséquence d'un discrédit de la littérature dans nos sociétés, d'un recul de l'écrit et de ceux qui en font profession.

En va-t-il ainsi pour les intellectuels ? Il semble bien que oui dans la mesure où certaines grandes figures célèbres comme celles de Barthes, de Foucault, de Lacan, n'ont pas été vraiment remplacées si ce n'est par quelques essayistes bruyants et un peu superficiels comme Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut qui, malgré leur intérêt, n'ont pas la stature de leurs aînés et n'ont surtout pas obtenu la reconnaissance publique de leurs prédécesseurs.

Tout se passe donc comme si on était entré dans une nouvelle période au tournant des années quarante-vingt, comme si la fin de l'histoire et des idéologies, que certains proclamaient dès les années soixante, était enfin arrivée, entraînant du coup une déqualification inévitable des

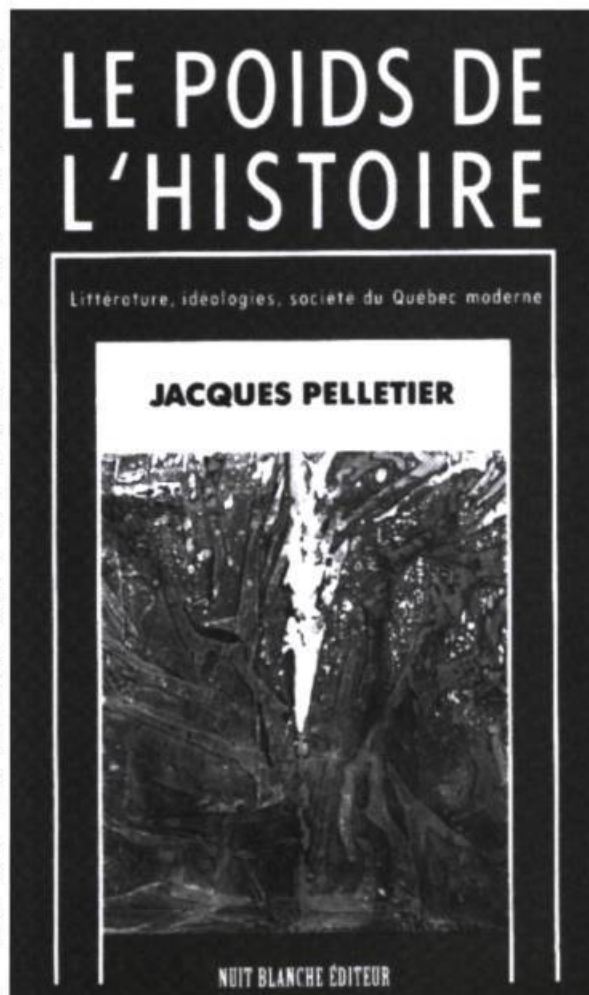


intellectuels. Dépouillée d'historicité, d'ancrage dans le long terme, débarrassée des querelles idéologiques, la société, d'une certaine manière, n'aurait plus besoin d'intellectuels, ces producteurs d'idées préoccupés par la longue durée, mais de gestionnaires, d'administrateurs capables de l'entretenir selon un modèle et une logique essentiellement fonctionnalistes.

L'expérience européenne, aussi bien que l'expérience québécoise, semblent bien indiquer en effet que l'évolution de l'intellectuel a suivi une courbe descendante. Possédant naguère un capital symbolique important, exerçant une influence réelle dans les débats sociaux et politiques, l'intellectuel est progressivement dépossédé de l'un et l'autre et remplacé par de nouveaux acteurs appartenant à l'univers concurrentiel du spectacle. C'est ainsi, par exemple, qu'un Yves Montand ou un Coluche obtiendront en France une audience que peu d'intellectuels égalent ; et, au Québec, ce sont souvent aussi des chansonniers qui serviront de références, de figures d'autorité, notamment dans le camp souverainiste, comme l'illustrent les interventions d'un Gilles Vigneault ou d'un Paul Piché.

Cette perte d'influence est donc due pour une part à la diminution de l'importance du champ intellectuel dans la vie sociale. Mais elle est aussi reliée à la perte de vitesse, sinon au déclin, des grandes idéologies, des conceptions globalisantes et totalisantes du monde qui servaient de sources d'inspiration et de légitimation aux intellectuels. À ce titre, il est évident qu'elle est étroitement liée à la « crise du marxisme », crise qui est à la fois politique, comme en témoigne l'échec des pays de l'Est, et théorique : cette doctrine ne paraît plus pouvoir rendre compte des grandes contradictions qui traversent notre époque.

Dans cette perspective, la thèse de la fin des idéologies, de la fin de l'histoire et par suite du rôle social des intellectuels, ne manque pas de pertinence. Encore faut-il la nuancer. Car ce qui semble être disparu depuis la dernière décennie, ce sont les idéologies à caractère utopique, possédant une dimension eschatologique. Cela ne signifie pas la fin de toutes les idéologies, et encore moins la fin de l'histoire. Les groupes sociaux (qu'ils soient des classes ou des nations) existent toujours, leurs intérêts demeurent souvent divergents et les idéologies, ces discours qui accompagnent et légitiment leur action, possèdent encore un fondement objectif. Ce qui a pris fin, c'est peut-être tout simplement un certain rapport dramatique à l'histoire qu'exacerbaient des conceptions politiques éprouvées comme des croyances, vécues sur le mode du fanatisme.



D'ailleurs, après une relative absence de grands débats, on assiste présentement à un réveil provoqué par les nouveaux défis que posent la décomposition de l'empire soviétique, la chute du « marxisme réel » à l'Est et la crise de l'État-Providence à l'Ouest.

Pour m'en tenir à des exemples québécois (et canadiens), je signale que les intellectuels se sont manifestés récemment sur la question de la souveraineté du Québec, se départageant en deux camps : celui des intellectuels pour la souveraineté, celui des partisans du fédéralisme (au nom de la défense des libertés, du multi-culturelisme, etc.). Ils se sont de même impliqués dans le débat sur les réformes envisagées dans le domaine des affaires sociales et de la santé comme l'illustre le double rapport contradictoire Bouchard-Fortin et, sur le type d'école et de culture à promouvoir aujourd'hui, débat dans lequel je me suis engagé contre les thèses néo-conservatrices soutenues par Jean Larose et François Ricard.

Les intellectuels, en dépit de leur perte de prestige liée à l'évolution de leur statut social objectif, ont toujours la possibilité d'exercer une action réelle, d'intervenir avec une certaine efficacité dans les débats publics. Ils peuvent, sur leurs propres

bases, de leur propre initiative, soumettre des analyses, des propositions, suggérer des solutions à partir de leur conception de l'homme et du monde, de leurs valeurs.

Leur rôle spécifique, c'est de fonder leurs choix sur des analyses, des explications qui situent les événements, les enjeux, dans une temporalité plus longue que celle du journaliste ou de l'homme politique qui vivent dans l'immédiat, dans le court terme. Les faits, les événements, les problèmes et leurs possibles solutions ne prennent tout leur sens que sur une toile de fond globale, une double toile à vrai dire, celle, contemporaine, de l'action, de la conjoncture présente, celle, à moyen et à long terme, d'une histoire, d'une évolution à la lumière de laquelle le contemporain trouve sa pleine signification.

Le rôle de l'intellectuel est donc, à mon sens, de ne jamais perdre de vue cet ancrage historique et la configuration d'ensemble dans laquelle s'inscrit chaque situation singulière. L'intellectuel critique, avant d'être l'homme du comment — rôle qu'il peut assumer à l'occasion — est l'homme du pourquoi, celui qui pose la question des finalités, du sens de l'action et des engagements. En cela, il demeure utile, sinon indispensable encore aujourd'hui.

¹ Extraits d'une analyse plus élaborée à paraître prochainement.